

1 septembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

À ORANGE LE PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON VIENT ÉCHANGER AVEC LES PERSONNELS DU LYCÉE PROFESSIONNEL DE L'ARGENSOL.

Merci beaucoup Monsieur le président du Conseil régional pour vos mots et les annonces qui sont quand même très importantes et qui vont toucher directement le lycée. Merci beaucoup Madame la proviseure de vos mots, la présentation complète que vous avez faite et de l'accueil. Et je veux évidemment saluer la présence à mes côtés des ministres qui portent tout ce travail, cette réforme et au-delà ; la présence de nos parlementaires qui sont ici à mes côtés, de la présidente du Conseil départemental, de Monsieur le maire et des élus ainsi que des services de l'État, Madame la préfète, Monsieur le recteur. Merci beaucoup. D'abord, je veux vraiment vous remercier, vous, parce que j'ai conscience que nous arrivons là à un jour qui est quand même toujours important, un peu stressant, qui est celui d'une pré-rentrée où vous allez organiser les mois à venir où les emplois du temps sont découverts où il faut... ou pas encore alors [rires]. Donc on a rajouté à la charge mais c'est quand même plutôt pour aussi souligner l'importance de votre travail de chaque jour et essayer d'accompagner aussi par des moyens supplémentaires celle-ci. Et la deuxième chose, je voulais remercier également l'ensemble des partenaires qui sont là du monde du monde économique qui est ici présent parce que ce sont des partenaires indispensables et évidemment toutes celles et ceux qui font aussi tourner vos lycées, qu'il s'agisse de la sécurité, des cantines, de l'entretien, etc et le personnel régional, entre autres. Donc, on arrive dans un contexte un peu particulier, celui d'une pré rentrée, pour en effet porter cette transformation du lycée pro. On n'avait pas touché depuis des décennies cette filière et je pense que d'ailleurs, si elle touchait beaucoup plus d'enfants, de responsables politiques, médiatiques ou autres, on l'aurait fait bien plus tôt. Et c'est pour ça que j'ai parlé d'une cause nationale parce qu'on se félicite chaque année de nos résultats au bac. Mais on oublie toujours de rappeler que si on a ces résultats au bac, c'est parce qu'il y a un tiers de nos lycéens qui sont en lycée pro, un tiers. Mais quand on regarde, sans mauvais jeu de mots, quand on ouvre le capot et qu'on regarde vraiment ce qui se passe et ce qui est votre quotidien, la situation, elle est inacceptable. Parce que c'est celle, au fond de l'assignation à résidence que je dénonçais il y a 6 ans, de beaucoup d'injustices et de déterminismes familiaux. On sait bien qu'on a beaucoup de nos jeunes qui sont orientés en lycée pro, pas toujours par choix, mais parce qu'ils n'ont en fait pas réussi au collège et qu'ils sont les fruits d'un décrochage qui a commencé avant. Ce qui fait que le premier problème qu'on a au lycée pro, c'est le décrochage qui est supérieur. On en parlait avec le ministre, on a un tiers des lycéens qui sont en lycée pro, on a deux tiers des décrocheurs qui sont en lycée pro. Ce n'est pas leur faute, ce n'est pas la faute des enseignants, c'est juste le fait qu'il y a un déterminisme qui est là et qu'on les a, comme mécaniquement, par fatalité, trop souvent orientés pas par choix, en disant : « tu n'as pas d'idées, ça ne marche pas ? Tu vas aller là ». Ça, ce n'est pas acceptable. Je vais revenir sur la réponse.

La deuxième difficulté, c'est qu'on a encore beaucoup de nos filières qui soit ne mènent pas à un diplôme, soit ne mènent pas à un emploi. Ça, c'est une réalité. Et on regarde en moyenne, on aura 40 % de nos jeunes qui auront un emploi dans les 6 mois qui suivront leurs diplômes, y compris quand ils vont en BTS. Donc là, vous avez cité un cas très particulier qui est le fait que des tas de jeunes, vous n'arrivez pas à les faire poursuivre. Et ça, évidemment, c'est quelque chose auquel on va apporter une réponse par les ouvertures. Mais même quand on arrive à les faire aller au bout, quel que soit le niveau du diplôme, on en a 40 % qui trouvent un emploi. Et ça veut dire qu'on a, en quelque sorte, un vrai gâchis social et éducatif, c'est qu'on n'a pas réussi à bien les orienter parce que parfois, on les a mis dans des filières où il n'y avait pas en fait tellement d'avenir. Donc, face à ça, la stratégie qu'on s'est donnée, qui est un vrai investissement de la nation, ça a été dit, en plus de ce qu'il y a déjà, on met 1 milliard d'euros dans le lycée professionnel, c'est au fond d'essayer de rebattre toutes les cartes et de vous donner les moyens d'aller vers le 0 % décrochage et le 100 % insertion. Et au fond, de sortir aussi d'un vieux débat qu'on avait souvent chez nous qui était de dire : il faudrait choisir entre bien apprendre les savoirs fondamentaux et bien apprendre un métier. Non, il faut faire les deux. C'est souvent caricaturé en disant « je croyais au « en même temps » ». Ce n'est pas de la confusion le « en même temps ». C'est de dire parfois, on n'a pas à choisir. Et nos jeunes ont le droit de faire les deux. Et nous, on a le devoir de vous donner les moyens de le faire pleinement.

Alors, le premier combat, c'est de vous aider à ce qu'on aille vers le 0 % de décrochage. Alors, si je puis dire, la bataille commence plus tôt. C'est ce qu'on fait dès l'école primaire avec les moyens qu'on se donne justement pour le retour des savoirs fondamentaux, avec plus d'heures, avec aussi le pacte, j'y reviendrai, pour vos collègues qui sont en primaire, avec les évaluations chaque année, ce qu'on va systématiser dans nos CNR locaux et le fait qu'on va lutter contre ce qui construit le décrochage, qui est arrivé en CM2 sans savoir, et encore plus en 6e, ces savoirs fondamentaux qui vous permettent d'être repérés et de continuer. Donc ça, c'est tout l'investissement qu'on fait sur les savoirs fondamentaux dès le primaire et tout au long du collège.

La deuxième bataille qui se fait aussi et qui est avant, c'est celle de l'orientation. C'est de permettre aux jeunes — et je répondrai après à toutes les questions s'il y en a, évidemment — c'est de permettre à nos adolescents de connaître les métiers. Et c'est là, d'ailleurs, où on aura beaucoup besoin des partenaires du monde économique qui sont là, c'est qu'on va installer cette demi-journée à venir qui va permettre aux jeunes et à leurs familles de connaître des métiers dès la 5e et de pouvoir, du coup, choisir, y compris choisir ensuite des filières pro en toute conscience, par passion, et parce qu'ils auront vu qu'il y a des débouchés, que ça les intéresse, alors que leurs familles ou leurs enseignants en collège qui est normal ne les connaissaient pas.

Ensuite, au niveau du lycée professionnel, on va vous donner les moyens de lutter contre le décrochage grâce, justement, à la reconnaissance parfois d'un travail qui est fait dans le cadre du pacte, j'y viendrai ensuite, mais également avec une organisation nouvelle qui va permettre de prendre par plus petits groupes, donc de dédoubler, pour les savoirs fondamentaux, les élèves, parfois de faire un suivi individualisé, au fond de choisir et d'avoir beaucoup plus de liberté au niveau de l'établissement en ayant ces moyens, de suivre et d'avoir vraiment, 1) Une évaluation, maintenant systématique en entrée, 2) Un accompagnement avec plus de moyens pour les prendre en petits groupes et pouvoir les accompagner sur ces savoirs fondamentaux et lutter contre le décrochage.

Et puis, à côté de ça, on a mis en place un mécanisme qui vient du terrain, ce n'est pas une invention qui s'est pensée dans un bureau à Paris, si je puis dire, droits ouverts, qui est de dire, beaucoup d'entre vous, on a des décrocheurs, on les identifie très vite, on voit que ça ne va pas le faire, parce qu'en fait, ils ont été orientés là, ils arrivent en seconde, mais ils sont beaucoup trop loin, et au fond, il va falloir les orienter vers des écoles de la deuxième chance, vers des EPIDE ou autres. Et ça, c'est de permettre de ne pas attendre... On perdait une année jusqu'ici. Il fallait attendre la fin de l'année scolaire pour pouvoir les réinscrire ou les orienter avec la famille vers ces dispositifs. C'est de le faire tout de suite après les évaluations et quand vous vous les évaluez, et c'est sur une base collégiale qui est faite par le corps enseignant en lien avec la famille, ils restent inscrits dans l'établissement, mais tout de suite, on leur permet d'avoir accès justement à ces dispositifs qui sont plus adaptés à leur niveau de difficulté ou de décrochage. Donc, il y a un ensemble de solutions, je ne veux pas être trop long, mais qui va nous permettre de lutter contre le décrochage scolaire en vous donnant plus d'heures, plus de moyens, en ayant plus d'outils pédagogiques et en étant plus adaptés justement aux besoins, au-delà de ce qu'on fait avant.

Le deuxième élément, c'est en effet d'aller vers 100% d'insertion professionnelle. Alors le premier combat pour faire ça, vous l'avez dit, c'est la fameuse carte des formations. Et c'est là où on a besoin de nos régions, mais aussi de tout le monde économique. Les régions, et vraiment je salue l'engagement que vous venez de prendre, Président, jouent un rôle très important parce qu'elles financent les bâtiments, les éléments de sécurité, les plateaux techniques, et c'est un très gros investissement. Mais quand on regarde les choses au niveau national, on a créé d'ailleurs un système totalement transparent, on regarde, on suit les élèves et on se dit où est-ce qu'on a des formations où les élèves, au fond seront très... Enfin seront beaucoup sous la moyenne nationale en termes d'accès ensuite à une formation et un diplôme ou accès à un emploi. Et on voit qu'on a 15% de nos formations qui sont au fond en difficulté ou à repenser. C'est-à-dire on a 15% de nos formations qui, quand on suit les jeunes, ils ont accès ni à une formation supérieure ni à un emploi. Donc ça, ce n'est pas bon. Alors ces formations, ça ne veut pas dire qu'il faut les fermer automatiquement. Ça veut dire, j'ai bien utilisé ce terme, il faut les repenser. Certaines, il faut les fermer parfois. Il faut avoir le courage de le faire. C'est des décisions qu'on demande d'ici à la fin de l'année parce que c'est en décembre qu'on finalisera la décision et qui sera prise par les présidents de conseils régionaux avec les rectorats, mais qui sera éclairée avec le monde économique et les enseignants parce qu'on se dira, là, ça marche plus, il n'y a plus de besoins. D'autres, on va les repenser. C'est exactement ce que vous faites ici avec la filière chaudronnerie et le nucléaire. Vous l'avez très bien dit d'ailleurs. On a des résultats un peu moins bons en termes d'insertion professionnelle. La raison, c'est qu'on a beaucoup de jeunes et qu'on avait une filière avale qui était saturée, donc on va répondre aux besoins en ouvrant des nouvelles places en bac pro, mais qu'en fait on a des besoins industriels dans la région, il faut juste être un peu plus adapté aux besoins industriels. Les métiers du nucléaire qu'il y a sur Tricastin et qu'il continuera à y avoir dans la durée. Et donc c'est ce travail-là qui suppose de regarder nos résultats, d'avoir un échange avec le monde économique. Et au fond, on va regarder, pour cette carte des formations, l'accès de nos élèves à du supérieur, l'accès des élèves à des métiers, mais également les besoins qu'on a sur des métiers qui existent et des métiers d'avenir. Et on a des besoins à peu près dans tous les secteurs. Je regardais la carte des besoins dans votre département, il y en a dans les métiers agricoles, il y en a dans les métiers industriels, il y en a beaucoup dans les métiers de service à la personne, il y en a dans les métiers qu'on connaît très bien aujourd'hui, des métiers qu'on est en train de reconsolider comme ceux du nucléaire, des métiers d'avenir comme la cybersécurité et autres. Donc on a une palette parce qu'on a une situation économique qui s'améliore, il faut juste l'adapter.

Le deuxième combat, c'est évidemment de trouver plus facilement des stages, c'est le but du bureau des entreprises. C'est vraiment un soutien à la fois à vos directrices et directeurs de plateaux techniques et d'ateliers, à vos enseignants, etc. pour renforcer le contact avec le monde des entreprises, s'assurer qu'on a des stages et s'assurer du suivi. Parce que l'un des points qu'on va aussi lancer avec la réforme, c'est de systématiser l'appel des élèves qui sont sortis pour justement faire ce suivi. Et ça, c'est quelque chose, ça fait partie aussi de ce qui est dans le Pacte mais qu'on va systématiser, où le bureau des entreprises aura un rôle particulier, mais qui est de s'assurer qu'on suit bien les jeunes dans leur suite ou en termes de formation ou en termes justement d'emploi. C'est ensuite de développer les filières courtes. Vous l'avez très bien dit, parce que vous avez des jeunes qu'il faut garder un peu plus longtemps, parce que vous avez des entreprises qui peuvent vous dire : on a besoin qu'ils aillent un peu plus loin dans la préparation technique. C'est évidemment d'accompagner sur les stages. C'est le dispositif Avenir Pro qui va mobiliser justement tous les leviers des partenariats pour mieux accompagner les élèves pendant et après et vous permettre, ce sera reconnu aussi dans la rémunération, y compris de les accompagner dans leur BTS et de les suivre. Et donc, là aussi, on met en place de nouveaux moyens : la carte, le bureau des entreprises, tous ces dispositifs qui sont dans votre main, des postes aussi de professeurs associés qui vont permettre aussi sur des qualifications plus techniques qu'on n'a pas forcément dans l'équipe pédagogique, de demander aux entreprises partenaires de détacher pour quelques heures des professionnels qui vont venir enseigner et qui vont venir aider et de valoriser pleinement l'aventure d'ailleurs, qui est au cœur de ce qu'on croit pour ce métier qui est d'aller vers l'excellence et le débouché. Et c'est ce qu'on valorise avec les WorldSkills qui ont été mentionnés. Je sais que vous avez ici des champions en la matière, des formateurs et des primés. Félicitations pour ça. Et donc, sur ce deuxième combat, là aussi, on se donne les moyens de manière, si je puis dire, très pragmatique en regardant ce qui fonctionne et ce qui n'a pas fonctionné ces dernières années. Et pour ce faire, au-delà de ces ouvertures, de ces moyens qu'on met, on va accompagner évidemment les régions pour ouvrir de nouveaux plateaux, parce que parfois c'est des investissements. Si on dit : il faut ouvrir dans tel métier industriel, on sait que c'est beaucoup plus coûteux que d'ouvrir dans telle formation tertiaire qu'on avait jusque-là, qu'il va falloir requalifier. Et donc on a, dans notre plan France 2030, des financements qui sont prévus pour former nos jeunes dans ce cadre-là. Et puis on va évidemment continuer de valoriser tout ce qui est WorldSkills et excellence en la matière, parce que je crois à l'excellence de toutes les filières qui sont ici présentes.

Et évidemment, le dernier point, c'est l'indemnisation des stages que vous avez évoqué qui, je crois, est un élément de reconnaissance pour les jeunes et pour leur famille de valorisation et qui est aussi une mise en cohérence par rapport à ce qu'on a su faire sur l'apprentissage. On ne confond pas les dispositifs, mais enfin on commence progressivement avec là aussi un système très progressif à aller, je crois dans le dans le bon sens.

Et puis enfin, tout ça on le fait aussi en ayant un pacte. Et là je me tourne vers les enseignants et enseignantes qui sont là, qui est aussi un élément exceptionnel parce qu'au-delà de la revalorisation socle qui elle est inconditionnelle et qui touche tous les enseignants de l'Éducation nationale, comme elle n'avait pas touché le monde enseignant depuis le début des années 90, dans sa partie qui est non conditionnelle, il y a tous les éléments, si je puis dire, optionnels c'est-à-dire que toutes celles et ceux qui vont s'engager et qui sont au maximum du pacte, ils toucheront, je parle sous contrôle des ministres, mais 565 euros nets de plus par mois. Ce qui, je pense, n'est pas rien. Quand on s'engage sur les missions que je viens d'évoquer. Et donc il y a une part qui est évidemment totalement inconditionnelle, comme partout. Et ça peut aller jusqu'à plus de 550 euros nets par mois quand on s'engage sur ces missions, ce qui est là aussi, je crois, la reconnaissance d'un engagement. Et vous l'avez très bien dit, certaines d'entre elles, d'ailleurs, beaucoup le faisaient, elles n'étaient pas prises en compte, elles n'étaient pas reconnues, elles n'étaient pas rémunérées. Mais je veux qu'on puisse aussi mobiliser toutes les énergies, avoir une pleine reconnaissance du travail que vous faites et être pleinement sûr que les uns et les autres sont reconnus lorsqu'il est cette mobilisation maximale. Voilà, je peux être plus long puisque s'il y a des questions aussi, je veux pouvoir y répondre. Mais en cette rentrée, même si nous troublant votre pré rentrée, il y a un engagement inédit de la nation pour les filières, les élèves que vous servez parce que je considère que c'est la plus belle mission qui soit et c'est celle aussi qui prépare notre avenir et qu'il n'y a aucune fatalité à se dire que, en lycée professionnel, on devrait garder le même nombre de décrocheurs, on devrait garder les mêmes taux d'insertion. C'est la bataille que vous menez au quotidien depuis des années parfois, voire des décennies. Et c'est celle maintenant qu'on doit vous aider à démultiplier et c'est pour ça que j'ai dit que c'était à mes yeux véritablement une cause et pas une réforme. Je ne serai pas plus long. En tout cas merci dans l'engagement qui est le vôtre, merci de vous occuper de notre jeunesse et on mettra tout, tous les moyens, le cœur et l'engagement pour le décliner sur le terrain. Merci beaucoup.